



## Forbes, la « fortune » de Fidel Castro et sa répercussion médiatique

Par [Salim Lamrani](#)

Mondialisation.ca, 30 mai 2006

[Risal](#) 30 mai 2006

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#)

Le 4 mai 2006, la revue Forbes a publié la liste des gouvernants les plus fortunés du monde. De la même manière que l'année précédente, Forbes inclut dans ce classement le président Fidel Castro, à qui il est attribué une fortune personnelle de 900 millions de dollars. Ainsi, le chef d'Etat cubain serait le septième dirigeant le plus riche de la planète. La presse internationale a immédiatement repris l'information pour la divulguer de manière retentissante et disproportionnée [1].

En 2003, Forbes attribuait déjà à M. Castro un butin personnel de 110 millions de dollars. Deux années plus tard, en 2005, la somme était subitement multipliée par cinq pour atteindre les 550 millions de dollars. Désormais, elle serait de 900 millions de dollars.

La presse internationale n'a pas daigné s'attarder sur la manière, fort révélatrice, dont s'effectue le calcul de la supposée fortune du président cubain, légitimant de facto les affirmations de la revue étasunienne. Forbes, en personne, avoue tout simplement que son calcul relève « plus de l'art que de la science ». En effet, jusqu'à 2003, Forbes se contentait d'attribuer, de manière arbitraire, une partie du produit intérieur brut (PIB) cubain, environ 10%, à M. Fidel Castro [2].

Pour ce qui est de 2006, Forbes « assume que [Fidel Castro] exerce un contrôle économique sur un réseau d'entreprises d'Etat, y compris le Palacio de Convenciones, un centre de convention près de La Havane ; Cimex, un conglomérat de ventes au détail ; et Medicuba, qui vend des vaccins et d'autres médicaments produits à Cuba. D'anciens hauts fonctionnaires cubains insistent sur le fait que Castro, qui se déplace uniquement dans un cortège de Mercedes noires, a tiré profit de ces commerces pendant des années. Pour arriver à un chiffre concret, nous utilisons une méthode qui calcule les entrées d'argent liquide pour évaluer ces entreprises, et ensuite nous avons assumé qu'une partie de ce flux de profits va à Castro [3] ».

La présentation de Forbes ne résiste pas à l'analyse et est parsemée de maladroites grossières. Tout d'abord, le Palacio de Convenciones est un édifice public où se tiennent les réunions de l'Assemblée nationale, les différents congrès internationaux, et il ne génère aucun revenu à l'Etat cubain. Ensuite, Cimex et Medicuba sont des monopoles d'Etat. Il convient de signaler la législation cubaine ne permet pas aux particuliers d'être propriétaires d'entreprises de cette taille. Donc, si l'on suit le raisonnement de la revue, le président français, M. Jacques Chirac, serait multimilliardaire car il posséderait les entreprises nationales telles que La Poste, Air France, EDF-GDF et France Télécoms. Enfin, le

magazine s'étonne que le président cubain se déplace dans un cortège de Mercedes qui, au passage, datent des années 1980. Sans doute, assume-t-il que le président Bush se déplace en taxi et que le président Chirac utilise le métro.

La revue admet ne disposer d'aucune preuve quant à d'éventuels comptes bancaires du président cubain à l'étranger [4]. Forbes reconnaît également que la fortune attribuée à M. Castro est calculée de manière fantaisiste, et c'est la raison pour laquelle elle est passée de 110 millions de dollars à 900 millions de dollars en l'espace de quatre ans. Nul doute, qu'elle atteindra d'autres sommets en 2007 [5]. Cependant, la presse internationale n'a pas hésité à divulguer l'information malgré son manque flagrant de crédibilité.

Quant à M. Forbes, qui lui-même est multimilliardaire, il n'est pas inutile de rappeler qu'il est proche des néo-conservateurs étasuniens en général et du président Bush en particulier. Il a été candidat à la présidence du parti républicain à deux reprises, en 1996 et en 2000. Il est également président d'honneur de la Fondation nationale cubano-américaine (FNCA), une organisation créée par Ronald Reagan dans les années 1980, dirigée par les descendants de l'oligarchie cubaine prérévolutionnaire. Celle-ci n'a de but que de renverser le gouvernement cubain par tous les moyens, y compris le terrorisme. Mais ces détails ont apparemment échappé à la sagacité des journalistes internationaux qui ont avalisé le rapport de Forbes sans aucune réserve [6].

De son côté, le président cubain a répondu à ces attaques en lançant un défi : « Je défie le président Bush, la CIA, les 33 services de renseignements des Etats-Unis, les milliers de banques qu'il y a dans le monde, les serviteurs de la revue Forbes, qui m'attribuent une fortune de 900 millions de dollars, de prouver que je dispose d'un seul dollar à l'étranger. [...] S'ils prouvent que j'ai un seul dollar, je renonce à mes fonctions et ils n'auront plus besoin ni de plans ni de transitions [pour me faire disparaître]. Je leur offre également toute cette supposée fortune s'ils trouvent une seule preuve. Pourquoi voudrais-je de l'argent, alors que je vais avoir 80 ans et que je n'en n'ai jamais voulu avant ? [...] Je ne suis pas né totalement pauvre. Mon père possédait des milliers d'hectares de terre. Au triomphe de la Révolution, ces terres ont été remises aux ouvriers et aux paysans [7] ».

Cette nouvelle campagne médiatique s'inscrit dans la stratégie de désinformation de la Maison blanche. La presse internationale n'est pas exempte de tout reproche. Par exemple, au lieu de participer à cette hystérie collective, elle aurait pu informer l'opinion publique que l'Etat de Floride vient d'interdire à ses universités de financer les échanges académiques avec Cuba, en adoptant une loi, que beaucoup d'universitaires considèrent comme étant illégale [8].

Dans le même registre, la ville de Miami veut interdire la présence d'un livre de photos d'enfants cubains, réalisé par M. George Acona, dans les bibliothèques municipales et scolaires car il serait idéologiquement orienté. En effet, le livre ose dresser des portraits de jeunes enfants souriants, blasphème la morale en soulignant que l'éducation et la santé sont gratuites à Cuba, et que les sanctions économiques étasuniennes portent atteinte au bien-être des Cubains, et de surcroît, commet même l'épouvantable crime de montrer une jeune fille souriante face à son gâteau d'anniversaire, alors que « qu'il n'y a même pas de bonbons et de farine pour faire un gâteau » à Cuba, selon les détracteurs du livre. Mais ce genre de censure n'intéresse pas la presse. En effet, la scène se passe dans le mauvais pays, c'est-à-dire aux Etats-Unis et non à Cuba [9].

Autre fait marquant, les Etats-Unis ont interdit à leurs boxeurs de participer à la troisième

Olympiade du sport qui se tenait à Cuba en avril 2006, alors que 153 pugilistes de onze pays étaient présents à La Havane. Cette flagrante violation de la liberté de mouvements de jeunes citoyens étasuniens n'a également ému personne au sein de la presse « démocratique » de la planète [10].

Le ministre de la Santé du Pakistan, M. Nazim Khan, a déclaré que le tremblement de terre du 18 octobre 2005, qui avait causé la mort de plus de 75 000 personnes, aurait été encore plus meurtrier sans la présence des médecins cubains. En effet, près de 2 500 médecins et personnels de santé, envoyés par le gouvernement de La Havane ont permis de soigner plus 1 700 000 victimes pakistanaises frappées par le séisme. Le président pakistanais, M. Pervez Musharraf, a tenu à remercier M. Fidel Castro et les médecins cubains qui ont exercé leur fonction dans des conditions climatiques terribles (en hiver, les températures frisent les moins 50°). La présence des professionnels cubains dans ce pays s'est achevée le 18 mai 2006, dans l'anonymat le plus total. En effet, les missions humanitaires cubaines, uniques au monde, n'ont jamais mérité l'attention de la presse internationale [11].

Qu'un allié de la Maison-Blanche tel que Forbes, lié à l'extrême droite cubaine, dont le voeu le plus cher est l'anéantissement du projet socialiste cubain, stigmatise M. Fidel Castro n'est guère surprenant. Par contre, le fait que l'ensemble des transnationales de l'information reprennent en chœur, avec une jubilation manifeste, une invention de toute pièce, uniquement pour discréditer les autorités cubaines et jeter un voile noir sur la réalité de l'île, indique à quel point la déontologie journalistique a été jetée aux oubliettes.

NOTES:

[1] EFE, « Castro es el séptimo gobernante más rico », 5 mai 2006.

[2] Luisa Kroll, « Fortunes of Kings, Queens and Dictators », Forbes, 5 mai 2006.

[3] Ibid.

[4] Gerardo Reyes, « Castro : un millonario detras de la fachada », El Nuevo Herald, 21 mai 2006.

[5] Luisa Kroll, op. cit.

[6] Cuba Debate, « Cinci personalidades contra las infamias de la Revista Forbes : 'Las verdades reales son los hechos' », 18 mai 2006.

[7] María Julia Mayoral, Pedro de la Hoz & José A. de la Osa, « Fidel desmiente a Forbes.¡Los emplazo a que prueben que tengo un solo dólar ! », Granma, 16 mai 2006.

[8] Joaquim Utset, « Prohíben a universidades de Florida financiar viajes a Cuba », El Nuevo Herald, 4 mai 2006.

[9] Ketty Rodríguez, « Nuevo libro escolar enciende más la polémica », El Nuevo Herald, 2 mai 2006.

[10] Granma, « EE.UU. niega permiso a sus boxeadores para asistir a Olimpiada cubana », 25 avril 2006.

[11] Granma, « Médicos cubanos impidieron en Paquistán una segunda ola de muertes », 19

mai 2006.

RISAL – Réseau d'information et de solidarité avec l'Amérique latine

<http://risal.collectifs.net/>

La source originale de cet article est [Risal](#)

Copyright © [Salim Lamrani](#), [Risal](#), 2006

---

Articles Par : [Salim Lamrani](#)

### A propos :

Docteur ès Etudes Ibériques et Latino-américaines de l'Université Paris IV-Sorbonne, Salim Lamrani est Maître de conférences à l'Université de La Réunion, et journaliste, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis. Son nouvel ouvrage s'intitule Fidel Castro, héros des déshérités, Paris, Editions Estrella, 2016.

Préface d'Ignacio Ramonet. Contact :

lamranisalim@yahoo.fr ; Salim.Lamrani@univ-reunion.fr Page Facebook :

<https://www.facebook.com/SalimLamraniOfficiel>

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)